

Sous la direction du Prof. Daniel Stoecklin

**Droit d'être entendu :
regards croisés de juges et de mineurs délinquants**

MÉMOIRE – Orientation professionnalisante

Présenté à
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Amélie EVEQUOZ

de

Thônex, Genève

Mémoire No

SION

Janvier 2013

Résumé

L'objectif de ce travail est, dans un premier temps, d'étudier l'article 12 CDE sous l'angle historique pour mettre en lumière les concepts qui en découlent : la participation et le droit d'être entendu.

Mais ce travail est aussi l'occasion de confronter la théorie et la pratique. En effet, la théorie préconise que pour auditionner un enfant, cinq étapes sont à respecter. Nous voulons donc analyser, si en pratique, ces cinq étapes sont réellement respectées ou si, au contraire, elles ne représentent que de la théorie sans grand fondement.

Pour ce faire, nous avons interrogé trois juges et cinq jeunes mineurs en leur posant des questions relatives à l'audition en général, puis nous avons approfondi le sujet en évoquant leurs expériences personnelles.

Après avoir récolté toutes ces informations, nous avons passé à la deuxième étape, à savoir mettre en miroir les réponses des juges et des mineurs. Nous avons pu ainsi observer si les uns respectaient les cinq phases et si les autres en avaient conscience. Nous avons pu donc vérifier si les étapes que prône la théorie sont vraiment respectées sur le terrain.

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 4 |
| I. Article 12 CDE | 6 |
| II. Problématique | 11 |
| III. Question de recherche..... | 12 |
| IV. Hypothèse de départ..... | 12 |
| V. Méthodologie | 13 |
| VI. Analyse et synthèse des données récoltées | 16 |
| Conclusion | 31 |
| Remerciements | 34 |
| Bibliographie | 35 |
| Annexes | 37 |
| Annexe n°1 | 37 |
| Annexe n°2 | 38 |
| Annexe n°3 | 39 |
| Annexe n°4 | 40 |
| Annexe n°5 | 41 |
| Annexe n°6 | 42 |
| Annexe n°7 | 43 |
| Annexe n°8 | 45 |

Introduction

Ce travail a été choisi en lien avec notre formation initiale de juriste. En effet, nous voulions mêler nos connaissances acquises lors de cette formation avec les nouvelles découvertes et acquis du Master Interdisciplinaire en Droits de l'Enfant (MIDE). Nous avons d'ailleurs décidé de prendre l'option *mémoire professionnalisant* pour avoir la possibilité de suivre deux autres cours à la faculté de Droit de l'Université de Genève pour poursuivre, plus tard, nos études de droit.

Le monde de la justice, et plus particulièrement celui de la justice pour mineurs, nous a toujours passionné. En effet, nous trouvons essentiel d'avoir un bon système de justice juvénile. Cela permet de développer la prévention et tenter de maîtriser la délinquance des plus jeunes. Cela permet aussi d'agir tôt pour, par la suite, enrayer le plus possible la délinquance à l'âge adulte. Nous trouvons donc que se préoccuper tout particulièrement de la justice pour mineurs est fondamental. Cela aide, en effet, la société civile toute entière.

Ce mémoire a pour but de confronter et d'analyser la théorie et la pratique concernant le droit de l'enfant d'être entendu et cela plus précisément lors de l'audition de l'enfant devant le juge des mineurs. Pour procéder à cette analyse, le travail s'est d'abord concentré sur la théorie du droit d'être entendu, droit inscrit à l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Le choix a été, en effet, d'établir une décomposition de cet article en ressortant les concepts qui en découlent à savoir la participation et le droit d'être entendu. Ensuite, le travail s'est concentré sur une thématique bien précise: le respect de ce droit lors des auditions devant le juge des mineurs. En effet, le Comité des droits de l'enfant, ainsi que la doctrine, énoncent qu'il est nécessaire de procéder à plusieurs étapes pour bien respecter le droit d'être entendu de l'enfant. Dans cette phase de la recherche, nous avons eu l'occasion d'aller sur le terrain pour voir, si en pratique, ces étapes sont respectées par les juges et si les mineurs auditionnés se rendent compte de ces étapes. Nous avons eu la chance de pouvoir interviewer des juges de plusieurs cantons romands, ainsi que des mineurs délinquants. Pour cela, nous avons utilisé des questionnaires que nous avons au préalable établis. L'élaboration de ces questionnaires s'est faite en plusieurs phases. Il a d'abord semblé important d'introduire le sujet par des questions plus générales. Il fallait commencer par mettre à l'aise l'interlocuteur en le questionnant sur son parcours, tant professionnel pour les juges que familial ou scolaire pour les mineurs délinquants. Ensuite, les questions

étaient plus ciblées sur la thématique de l'audition. L'enchaînement des questions a été choisi en fonction des étapes identifiées par la théorie. Enfin, la phase finale de l'entretien avait pour but de clore la discussion sur l'audition et de laisser, à l'interlocuteur, un temps pour s'exprimer librement sur un point abordé ou non.

Nous n'avons interrogé que trois juges romands et cinq mineurs délinquants du Centre éducatif de Pramont, en Valais. De ce fait, nous sommes conscients des limites de notre recherche : l'éventail n'est pas du tout représentatif. De plus, le nombre d'entretiens est limité ; il n'en compte que huit. Toutefois, cette recherche n'a pas la prétention d'établir une généralité. C'est plutôt une recherche qualitative qui donne quelques pistes d'analyse de terrain sur la problématique du droit de l'enfant d'être entendu et plus spécifiquement le moment de l'audition de l'enfant. Ce travail pourrait, ultérieurement, servir de base à une recherche plus vaste et plus étoffée sur le sujet.

Il est important de relever encore que lorsque le masculin est utilisé, il l'est sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte. De plus, le terme *enfant* est utilisé la plupart du temps au masculin singulier également dans le but d'alléger le texte. Ce terme comprend tout individu entre 0 et 18 ans. Le vocable *jeune* représente également ce terme *enfant*.

Finalement, pour clore cette introduction et éviter toute confusion, nous nous devons de préciser que, comme ce mémoire est un travail interdisciplinaire, certains termes techniques sont propres à leur domaine. Le terme *doctrine*, par exemple, appartient au domaine juridique et signifie « pensée des auteurs » ou « ensemble des auteurs ». Il sera, de ce fait, employé, tout au long de ce mémoire, dans cette terminologie et non dans la terminologie scientifique.

I. Article 12 CDE

Le 20 novembre 1989, le monde a vécu un jour important, le jour de la promulgation de la Convention relative aux droits de l'enfant (ci-après CDE). Cette Convention a remporté un franc succès. D'une part, elle a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans la résolution 44/25, d'autre part, la quasi-totalité des Etats (193 sur 195) l'ont ratifiée. D'ailleurs, cette Convention reste, encore aujourd'hui, l'outil international relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié.

Cette Convention s'est construite en plusieurs étapes. En effet, au commencement de l'histoire des droits de l'enfant, nous trouvons la Déclaration de Genève de 1924. Adoptée dans l'enthousiasme par l'Assemblée générale des Nations Unies, cette Déclaration historique a été le premier instrument international d'affirmation et de défense des droits humains sur un plan universel. Bien que d'un caractère non contraignant, il a médiatisé la cause des enfants et des dispositifs qui l'incarnaient. Cette Déclaration n'avait pas pour but de formuler réellement des droits de l'enfant, elle avait plutôt le but d'attirer l'attention sur les devoirs de l'adulte par rapport à l'enfant (Hanson, 2011).

Par la suite, en 1959, l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté, à l'unanimité, la Déclaration des droits de l'enfant dans sa résolution 1386 (XIV). Cette Déclaration ne présentait pas non plus un caractère juridique contraignant, mais contrairement à la précédente Déclaration, elle disposait de plus de principes (10) et son contenu était plus détaillé et concret. En effet, l'attention était davantage tournée vers la famille, tout en proposant, parmi d'autres, un nouveau principe, celui du droit de l'enfant à un nom et à une nationalité. L'innovation de cette Déclaration était tout de même le fait qu'elle considérait l'enfant comme un sujet de droit. Cependant, il n'était question que de droits de protection : la Déclaration ne reconnaissait pas à l'enfant la capacité d'exercer ses droits. Cette Déclaration de 1959 a surtout été importante, car elle a permis d'être un fil conducteur et une véritable pierre angulaire juridique pour l'évolution des droits de l'enfant. Cette Déclaration a, en effet, ouvert la porte, le 7 février 1978, à l'initiative de la Pologne en faveur d'un projet de Convention des droits de l'enfant. Ce projet, déposé auprès de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, suscita de nombreuses réactions quant au langage qui serait employé, au mécanisme d'application etc. Toutefois aucun Etat ne s'opposa à cette proposition. La Commission créa donc un groupe

de travail chargé d'élaborer un projet. Dès 1978 plusieurs propositions ont vu le jour entraînant à chaque fois de nouvelles discussions et modifications. C'est finalement en 1988 que le groupe de travail finit par trouver un accord en élaborant une première version du projet. De 1988 à 1989 une relecture du projet a été nécessaire avant de le transférer, le 8 mars 1989, à l'Assemblée générale. Cette dernière, dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989, adopta à l'unanimité ce projet, créant ainsi la Convention relative aux droits de l'enfant. A noter que cette dernière a été le premier traité international relatif aux droits de l'homme qui ait rassemblé aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels en un seul document (Cantwell, 2011).

Ce texte juridique est révolutionnaire, car il offre un nouveau regard sur les droits des enfants dans le monde. En effet, ce texte se veut un instrument exhaustif qui établit des droits définissant des normes et principes universels relatifs au statut des enfants (Zermatten, 2010). Il reconnaît aux enfants des libertés et des droits fondamentaux, tout en prenant en compte leur besoin de recevoir une assistance et une protection spécifiques en raison de leur vulnérabilité. De plus, il crée un nouveau contrat social qui fait passer l'enfant d'un enfant objet de droits à un enfant sujet de droits. Cette Convention reconnaît ainsi « l'enfant comme une personne qui détient des droits liés à sa naissance, droits personnels que personne ne peut lui dénier, qu'il peut exercer soit par représentation, soit directement, selon son âge et son degré de maturité » (Zermatten et Stoecklin, 2009). Pour formaliser, au niveau juridique, ce nouveau statut de l'enfant, la Convention dispose de quatre articles de base que l'on nomme communément principes généraux. Il s'agit de l'article 2 sur le principe de non-discrimination, l'article 3 sur le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, l'article 6 sur le droit à la vie, survie et au développement ainsi que l'article 12 sur le droit de l'enfant d'être entendu et d'exprimer son opinion sur toutes les décisions qui le concerne.

Avec ces quatre articles, la CDE compte cinquante-quatre articles dont quarante et un de fond. Parmi ces quarante et un premiers articles, bon nombre reprennent et réaffirment les droits humains génériques figurant dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) comme la non-discrimination ou l'interdiction de la torture.

Cependant, plusieurs autres articles renforcent certains droits pour les enfants en se spécialisant sur certains domaines comme l'éducation par exemple.

La Convention de 1989 va plus loin en offrant quelques innovations comme l'art. 3, l'intérêt de l'enfant, l'art. 24, l'abolition des pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants (ex : mariages forcés) ou encore l'art. 12, le droit d'être entendu (Cantwell, 2011; Zermatten, 2010).

Cet art. 12 CDE, déjà exposé plus haut comme un principe général, est un concept totalement nouveau, car il crée une nouvelle dynamique en « incluant l'enfant comme partie prenante au développement des potentialités humaines et démocratiques » (Zermatten et Stoecklin, 2009). Ce principe évoque, en effet, le concept de la participation, même si le mot « *participation* » n'apparaît pas expressément dans la base légale. L'art. 12 CDE, symbole de la participation, est le premier article qui expose les droits participatifs. Il y a également d'autres droits participatifs comme ceux que l'on trouve aux articles 13 à 17, ainsi qu'à l'article 31 de la Convention. Ces articles sont novateurs, car ils font évoluer la place de l'enfant dans la société en prenant également en compte, pour l'art. 12 principalement, l'âge et le degré de maturité. En effet, l'art. 12 CDE prévoit :

« 1. Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2. A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale. »

Cet art. 12 CDE sur le droit d'être entendu, et son alinéa premier en particulier, met en évidence la notion de capacité de discernement, à savoir selon l'art. 16 du Code civil suisse la capacité cognitive (le fait de comprendre le sens de l'acte, la raison) et la capacité volitive (la volonté, le fait d'opposer une résistance aux influences). Cet article met également en exergue le fait de s'exprimer librement à propos des sujets qui concernent l'enfant, tout en soulignant la notion d'âge et de degré de maturité auquel il faut être attentif.

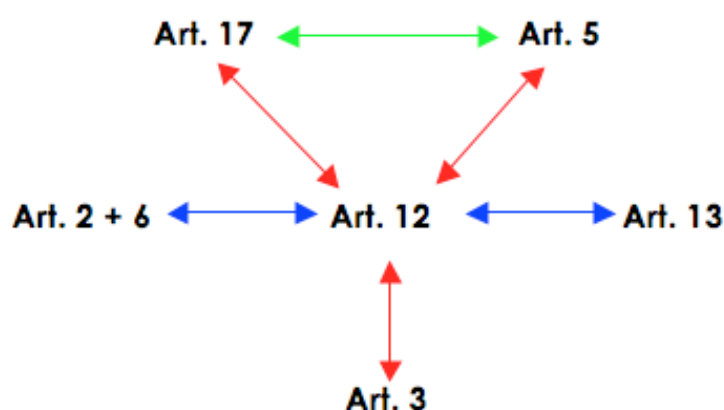
L'art. 12 CDE est donc le premier article à parler de participation ou de droits participatifs, en énonçant que l'enfant peut et doit être entendu. En effet, le fait d'entendre l'enfant permet de le rendre acteur et de le faire participer à la vie de la société. La participation est, de ce fait, une interaction sociale entre l'enfant et son environnement (Stoecklin, 2012).

Au cours du séminaire « Module Participation », nous avons pu voir qu'il existe plusieurs degrés de participation. En se basant sur les études de Sherry Armstein, Roger Hart a établi une échelle de la participation des enfants comportant huit degrés. Cette échelle constitue une hiérarchisation où les trois premiers échelons concernent la non-participation, à savoir : la manipulation (les enfants ne comprennent pas la problématique, mais sont entraînés à participer) ; la décoration (les enfants participent sans trop comprendre) et la politique de pure forme (les enfants ont apparemment la parole, mais dans la réalité ils n'ont pas de choix). Les cinq échelons suivants sont en revanche consacrés à la participation : désignés mais informés (les enfants sont informés, ils comprennent et décident eux-mêmes de leur participation); consultés et informés (l'adulte décide certes, mais l'enfant dans ce cas a pu s'exprimer et sa parole est prise au sérieux) ; projet initié par des adultes, décisions prises en concertation avec des enfants ; projet initié et dirigé par des enfants ; projet initié par des enfants, décisions prises en accord avec des adultes. Avec cette échelle, Hart pose une notion linéaire de la participation, en exprimant que l'échelon le plus haut est obligatoirement le meilleur. Cette théorie n'est pas partagée par tous : certains estiment qu'il faut plutôt favoriser l'optimum de participation plutôt que le maximum. Les degrés quatre ou cinq seraient de ce fait déjà très positifs. D'autres, comme Treseder sont d'avis d'ôter cette hiérarchisation au profit d'un schéma plus circulaire où la participation dépendrait plus des contextes et des circonstances (Stoecklin, 2012). Cette vision de la participation est de nos jours, plus appropriée, car elle permet de mieux s'adapter aux situations.

A cette notion de participation auquel l'art. 12 CDE se rattache, il faut ajouter que cet article énonce également un droit, à savoir le droit d'être entendu. Cependant, l'art. 12 CDE ne représente pas seulement un droit en soi, le droit d'être entendu, mais il est également un moyen d'accéder à d'autres droits et de les faire respecter pour parvenir ainsi au concept de la participation. L'art. 12 CDE doit donc être relié avec d'autres articles, comme l'art. 5, l'art. 17, mais aussi l'art. 3, l'art. 13 et les arts. 2 et 6. En effet, l'art. 12 ne peut être efficace que si, d'une part l'enfant est

préalablement bien informé (art. 17 CDE) et d'autre part, si on prend en compte le développement de ses capacités (art. 5 CDE). Si ces deux principes sont respectés, l'enfant pourra ainsi s'exprimer. Si l'enfant s'exprime (art. 12 CDE), cela permettra de prendre en compte son intérêt supérieur, qu'il soit en groupe ou seul (art. 3 CDE). En effet, on ne peut tenir compte de son intérêt supérieur que si on l'a préalablement entendu et qu'il a pu exprimer ses besoins ou son avis. Il existe cependant des situations d'urgence où il est nécessaire d'agir vite sans forcément prendre en compte cet avis. Combinés, ces deux articles constituent donc une véritable « clé de voûte » du nouveau statut de l'enfant (Zermatten, 2010). De plus, l'art. 12 CDE peut être mis en relation avec l'art. 13 CDE, car tous deux concernent la possibilité de s'exprimer. Toutefois, l'art. 13 CDE énonce le droit de s'exprimer de manière générale, alors que l'art. 12 CDE prévoit le droit de s'exprimer pour l'enfant sur des questions le concernant uniquement. D'un autre côté, les arts. 2 et 6 CDE sont aussi complémentaires avec le droit d'être entendu. En effet, l'enfant doit pouvoir s'exprimer et cela sans discrimination aucune due entre autre à sa race, sa couleur, son sexe, sa langue, sa religion ou son handicap (art. 2 CDE). En outre, le fait de pouvoir s'exprimer s'inscrit dans une dynamique qui stimule le bon développement de l'enfant, ainsi que ses capacités (art. 6 CDE).

Nous pouvons représenter ces différentes interactions dans le schéma ci-dessous :



II. Problématique

Une fois posé le principe que l'enfant a le droit d'être entendu, il faut encore définir la manière de recevoir sa parole. Le Comité des droits de l'enfant, dans son Observation générale n° 12 de 2009, ainsi que la doctrine établissent cinq étapes à respecter pour assurer le droit d'être entendu à l'enfant.

La première étape identifiée est celle de la préparation de l'enfant. Il s'agit, en effet, de devoir informer l'enfant de sa situation et de ses droits avant de débiter l'audition. Au cours de cette première étape, l'enfant doit être au courant de son droit de s'exprimer et cela directement, ou au besoin par l'intermédiaire d'un représentant. L'enfant doit également être informé sur le déroulement de l'audition. En effet, la personne compétente pour l'interroger a l'obligation de lui expliquer de manière appropriée, dans un langage qu'il comprend, comment va se dérouler l'audition, quelles règles de procédure vont être appliquées, dans quel lieu l'enfant va être entendu et qui procédera à cette audition (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

La deuxième étape est la phase de l'audition à proprement parler avec le recueil de l'opinion de l'enfant. Il est important de laisser s'exprimer l'enfant pour concrétiser le principe de l'art. 12 CDE. Pour cela, l'audition doit se dérouler dans un environnement favorable : il doit être adapté à l'enfant et à ses conditions personnelles. De plus, le huis clos et la confidentialité doivent en principe être privilégiés, plutôt que des interrogatoires en audience publique. La personne qui interroge l'enfant peut avoir recours à des tiers spécialistes comme un psychologue, un travailleur social ou un médecin ou elle peut l'interroger seule. L'enregistrement de l'audition peut aussi être possible (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

La troisième étape identifiée pour le respect du droit d'être entendu est celle de l'évaluation de la capacité de l'enfant. Pour déterminer cette capacité, il est nécessaire de procéder à un examen individuel pour ainsi évaluer le poids et la portée de cette opinion. Cette évaluation doit prendre en compte l'âge de l'enfant ainsi que son degré de maturité. Enfin, dans l'hypothèse où l'enfant est capable de se forger sa propre opinion, d'une façon libre, indépendante et objective, cette parole doit être prise en considération et elle doit constituer un facteur déterminant dans la décision finale (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

La quatrième étape est celle de la décision. Le Comité des droits de l'enfant, ainsi que la doctrine, affirment que cette dernière doit être du ressort exclusif de l'adulte qui auditionne. En effet, il est fondamental d'éviter de donner à l'enfant de faux espoirs quant au fait qu'il pourrait lui-même décider de la mesure à prendre (Zermatten et Stoecklin, 2009).

Pour terminer, la cinquième et dernière étape à respecter est celle du retour de l'information. En effet, dès que la décision est prise, il est indispensable de donner un feed-back à l'enfant sur l'issue du processus, sur le résultat de la procédure et sur la considération accordée à son opinion. Cette dernière étape est très utile, car elle garantit aussi que le recueil de l'opinion de l'enfant est une démarche sérieuse qui a des conséquences (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

III. Question de recherche

Par ces cinq étapes présentées ci-dessus, le Comité des droits de l'enfant et la doctrine posent ainsi un nouveau postulat concernant l'application du droit d'être entendu.

Partant de ce postulat, nous allons tenter de vérifier, dans ce mémoire, si dans la pratique ces cinq étapes sont respectées. Nous posons donc la question de recherche suivante : *« En pratique, les cinq étapes qui visent à assurer à l'enfant le droit d'être entendu, sont-elles respectées lors de l'audition ? »*

Pour y répondre, nous allons interviewer des juges et des mineurs délinquants. Lors de ces interviews, par le regard croisé entre les juges et les mineurs délinquants, nous allons ainsi tenter de savoir si les juges respectent et appliquent bien ces cinq phases.

IV. Hypothèse de départ

Nous faisons l'hypothèse que ces cinq étapes sont bien respectées par les juges pour mineurs lors des auditions. Il s'agit alors d'aller vérifier cela sur le terrain pour ensuite confirmer notre hypothèse ou au contraire l'infirmier.

V. Méthodologie

Lorsqu'une recherche est menée avec la participation d'enfants, il faut d'abord considérer que ceux-ci peuvent être victimes d'une manipulation à cause de leur potentielle vulnérabilité (Morrow, 2008). Pour cette raison, il est impératif d'avoir une approche qui soit respectueuse des droits de l'enfant. En somme, il faut considérer tout d'abord l'article 12 CDE, selon lequel l'enfant a le droit d'exprimer son opinion sur toute les questions l'intéressant, mais également l'article 13 qui garantit le droit de s'exprimer librement, sous la forme désirée et enfin l'article 36 qui vise à protéger l'enfant contre toute forme d'exploitation, y compris l'exploitation des enfants à des fins de recherche (Beazley et al., 2006, p. 22, cité par Morrow, 2008).

Morrow, dans son ouvrage *Ethical dilemmas in research with children and young people about their social environments* (2008), explique qu'il faut garder à l'esprit divers principes éthiques à savoir :

- le processus d'obtention du consentement,
- les perspectives des enfants par rapport à la recherche, leur réelle implication dans le processus de recherche et la restitution des résultats,
- la confidentialité et la protection de la sphère privée,
- l'utilisation de pseudonyme.

Morrow ajoute qu'une négociation avec les adultes responsables des enfants les plus jeunes doit, au préalable, être effectuée avant de pouvoir s'approcher des enfants eux-mêmes pour leur demander leur consentement. De plus, le consentement dans une recherche implique beaucoup plus que d'accepter de participer à la recherche (Alderson et Morrow, 2004, cité par Morrow, 2008). Il s'agit de prendre le temps de décider (au moins 24 heures), de pouvoir poser des questions au sujet de la recherche, et ensuite d'être capable de dire oui ou non. Tout cela sans pression. En outre, il est vital de bien expliquer, avec des mots que les enfants peuvent comprendre, le but de la recherche : il faut leur expliquer en quoi les informations qu'ils nous donneront vont être utiles. Il est important encore de souligner et d'expliquer aux participants qu'ils peuvent se retirer de la recherche à tout moment (Morrow, 2008, 2009).

Pour ce mémoire, nous avons sollicité la participation de cinq jeunes mineurs délinquants du Centre éducatif de Pramont en Valais, ainsi que d'un jeune valaisan, ancien délinquant, rencontré au Tribunal des mineurs de la Ville de Sion, lors du

séminaire « Violence et maltraitements infantiles ». Nous n'avons malheureusement pas réussi à rencontrer le jeune valaisan, car il n'était plus disponible pour un entretien dans le temps imparti. Par conséquent, nous disposons uniquement d'entretiens qualitatifs avec les jeunes mineurs de Pramont. Ce constat, est aussi le résultat de nombreux autres refus par les autres institutions cantonales que nous avons sollicitées.

Lors du semestre de printemps du Master MIDE, nous avons eu la chance d'aller visiter le Centre éducatif de Pramont, centre d'exécution des mesures en milieu fermé pour des jeunes délinquants ayant commis des actes graves. Comme nous avions besoin d'interviewer des jeunes délinquants pour ce mémoire, nous avons profité de cette visite pour leur demander s'ils accepteraient une telle recherche au sein de leur centre. Nous sommes, de ce fait, conscients que les résultats de cette recherche seront peut-être « biaisés », vu la particularité de ces jeunes. Toutefois, pour des raisons de temps imparti, nous avons souhaité nous arrêter à ces quelques cas spécifiques. Cette recherche n'a, en effet, pas la prétention d'établir une généralité.

S'agissant du côté pratique, en nous basant sur les principes éthiques explicités ci-dessus, nous avons dû, pour commencer, obtenir l'autorisation de venir passer les entretiens au Centre éducatif de Pramont. Pour obtenir cette autorisation nous avons écrit au directeur, en lui expliquant la situation académique, à savoir le fait que nous devions écrire un mémoire en vue de l'obtention du Master en droits de l'enfant. Nous lui avons également exposé le but de la recherche et en lui soumettant quelques questions que nous désirions poser aux jeunes pour qu'il se fasse une idée du projet. Pour appuyer cette demande nous avons fait appel au Professeur D. Stoecklin, directeur de mémoire, afin qu'il écrive une lettre de recommandation en notre faveur. Le directeur a accepté notre demande en nous redirigeant auprès d'un éducateur du centre. Ce dernier a répondu favorablement en nous signalant qu'il ferait le nécessaire pour organiser ces entretiens sur place. Il nous a également signalé qu'il se chargerait lui-même de demander aux jeunes lesquels d'entre eux seraient intéressés à participer à la recherche. A noter toutefois qu'une fois sur place, nous avons demandé à chaque jeune interrogé s'il acceptait de son plein gré de participer à la recherche et s'il souhaitait toujours répondre à nos questions. Nous avons également souligné à chaque jeune que son nom n'apparaîtrait pas, qu'il serait juste désigné par une lettre, ce qui le rendrait non-

identifiable. Nous leur avons aussi indiqué que leurs réponses seraient utilisées uniquement dans le cadre de ce mémoire et que donc toutes leurs réponses seraient traitées de manière anonyme. Nous avons aussi procédé de cette manière afin qu'ils répondent au plus près de ce qu'ils pensaient et ressentait.

Une fois ces principes éthiques posés, nous avons procédé aux interviews en nous présentant et en exposant le but de notre recherche. Nous avons expliqué aux jeunes leur implication dans cette dernière. Nous leur avons également proposé, si cela les intéressait, de leur faire une restitution des résultats finaux de la recherche. Plusieurs d'entre eux souhaitent obtenir cette restitution.

Cette recherche comporte également la participation de trois juges, à savoir le juge Lachat du canton de Fribourg, le juge Lavanchy du canton du Valais et le juge Meister du canton de Vaud. Les trois ont accepté d'être identifiés et au besoin cités. Pour eux également, nous avons dû solliciter, par écrit, leur autorisation pour les interviewer. Chacun d'eux nous a répondu favorablement en nous fixant un rendez-vous à leur bureau pour cet entretien. Une fois sur place, nous leur avons indiqué la démarche de ce mémoire, ainsi que le but de ces entretiens.

Le premier juge que nous avons rencontré a été le juge Meister, le 14 août 2012, dans son bureau à Lausanne. L'entretien s'est très bien déroulé. Le juge Meister a répondu durant plus d'une heure à nos questions de façon détendue et avec beaucoup de détails et d'exemples. Cela nous a permis d'aller en profondeur et de bien percevoir sa vision de la justice pour mineurs ainsi que ses méthodes de travail. Le second juge rencontré a été le juge Lachat, le 22 août 2012, dans son bureau fribourgeois. Le juge Lachat nous a reçus accompagné de sa greffière, Me Aline Sermet. Là encore, l'accueil a été exemplaire et bienveillant. Durant près de deux heures nous avons pu échanger sur sa façon d'auditionner les jeunes mineurs délinquants, mais nous avons aussi pu, plus largement, parler de la justice pour mineurs ainsi que des règles qui en découlent. Les interventions ponctuelles de Me Sermet, ainsi que ses nombreuses références à la Convention relatives aux droits de l'enfant, ont également pu étoffer la discussion.

Enfin, nous avons rencontré le troisième juge, le juge Lavanchy, le 10 septembre 2012, au Tribunal des mineurs de la Ville de Sion. Comme pour les deux autres juges, le juge Lavanchy s'est montré très enclin à répondre à nos questions. Il a, durant près d'une heure, partagé avec nous son expérience pratique en nous expliquant dans

le détail ses méthodes de travail et ses habitudes lors des auditions qu'il mène avec les jeunes délinquants. Il nous a même proposé de rester plus longtemps au Tribunal pour pouvoir assister à une audience. Ce que nous avons fait. Nous avons trouvé cette audition fort intéressante et nous avons pu constater que ses auditions se déroulent bien telles qu'il nous les a décrites.

Grâce à toutes ces informations, nous avons pu procéder à l'analyse pratique.

VI. Analyse et synthèse des données récoltées

Dans ce chapitre, nous allons analyser les données récoltées lors des entretiens avec les juges et les mineurs délinquants. Nous allons pour chacune des cinq étapes commencer par exposer, en théorie, ce qu'il faudrait respecter pour garantir le droit d'être entendu à l'enfant. Nous analyserons ensuite les réponses des juges en les confrontant aux réponses des jeunes. Pour simplifier la lecture et faciliter la compréhension, chaque jeune est représenté par une lettre allant de A à E. Nous terminerons en faisant une petite synthèse entre les deux.

La **première étape** à identifier, est celle du devoir d'information. Il s'agit, en effet, de bien préparer l'enfant avant l'audition. Dans cette étape, la théorie prévoit qu'il est essentiel que le juge, ou les personnes habilitées à interroger l'enfant, l'informe de sa situation et de ses droits. L'enfant devrait être au courant de son droit de s'exprimer et cela directement, ou au besoin par l'intermédiaire d'un représentant. L'enfant devrait également être informé sur le déroulement de l'audition. La personne compétente devrait, en effet, lui expliquer de manière appropriée, dans un langage qu'il comprend, comment cela va se passer, quelles règles de procédure vont être appliquées, où va se dérouler l'audition et avec qui (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

Pour cette première étape, les **juges** répondent à l'unisson procéder à cette information. En effet, tous disent énoncer à l'enfant ses droits, mais leur méthode de faire est cependant différente.

Pour l'un d'entre eux, la formalité est le maître mot. En effet, à l'appui du rapport de police et des faits pénaux qui sont reprochés à l'enfant, il commence toujours par une explication sur le pourquoi l'enfant se trouve là, pourquoi il est auditionné par le

juge et dans quel but. Il énonce également les droits formels auxquels l'enfant a droit, comme avoir droit à un avocat ou avoir le droit de se taire, par exemple. En procédant de cette manière, ce juge explique à l'enfant dès le départ la portée de sa parole tout en lui décrivant la situation dans laquelle il se trouve, les options qui s'offrent à lui et les conséquences de ces options. Et cela est d'autant plus important pour lui si c'est la première fois que le mineur se trouve confronté à la justice. Pour ce juge il est aussi essentiel d'expliquer que tout ce qui est dit ou décidé, l'est et le sera en adéquation avec sa situation personnelle et que ce n'est en aucun cas une punition. Pour cela, le juge interroge l'enfant sur sa situation personnelle, ses amis, sa famille, son école et tout ce qui le concerne pour mieux le comprendre.

Pour les deux autres juges interrogés, le formalisme n'est pas forcément de rigueur. Par exemple, pour l'un de ces deux juges, si ces questions ont déjà été abordées par la police, il n'y revient pas ou il y fait juste référence. En revanche, si c'est la première fois ou si la police n'a pas déjà abordé ces questions de procédure, il le fait, mais de manière simplifiée pour que l'enfant puisse bien comprendre. Il indique à l'enfant la/les raison(s) de sa convocation, les faits qui lui sont reprochés, sans pour autant rentrer dans les détails. Il résume plus le pourquoi il sera entendu en lui communiquant tout de même les droits de la défense : droit de consulter un avocat, droit d'un avocat d'office, droit de recevoir une personne de confiance ou le droit de se taire.

Enfin pour le troisième juge, certes il informe l'enfant de ses droits comme le préconise la loi, mais au préalable il le met en confiance. Il lui demande de parler de lui, il s'informe de sa situation familiale, de sa situation scolaire et lui demande, par exemple, s'il fait du sport. Tout cela dans le but de l'appivoiser et de le détendre. Il explique parfois avoir recours aux boutades, aux anecdotes ou aux rires afin de créer un certain climat de confiance propice aux confidences de l'enfant.

En ce qui concerne les réponses obtenues par les **jeunes**, elles divergent pour certains quelque peu de celles des juges. Mais les réponses divergent aussi entre les jeunes eux-mêmes. En effet, pour le premier jeune interrogé (A), cette première étape d'information n'a pas eu lieu. Il raconte ne pas avoir eu d'information, ou du moins pas une qu'il ait comprise. Il explique ne pas avoir compris ce que la juge lui présentait tout en avouant ne pas vraiment y avoir prêté attention. En effet, il avoue que cela ne l'intéressait pas et qu'il ne cherchait pas à comprendre. Pour lui ce n'était pas grave, il ferait peut-être une semaine, voire deux semaines de foyer, mais pas plus.

D, le quatrième jeune, a également répondu qu'il n'avait pas eu cette première étape. Il dit qu'il n'avait pas prêté attention à cela ou qu'il ne s'en rappelait plus. Cependant, au cours de son interview, nous nous sommes rendus compte que cette information avait bien eu lieu. En effet, par les réponses qu'il a données, il a reconnu par bribes que la juge lui avait au moins énoncé ses délits.

Pour les trois autres jeunes, cette phase a été respectée, même si parfois le jeune n'a pas forcément compris. Un des jeunes (B) a raconté que, certes il avait été averti des conséquences de ses actes, ainsi que des possibilités auxquelles il avait droit, mais qu'il ne s'était pas rendu compte réellement que le juge s'adressait à lui. Il dit avoir vraiment compris l'ampleur de la situation une fois enfermé. Ce jeune avait donc saisi les dires du juge, mais il n'avait pas conscience que c'est lui qui allait en subir toutes les conséquences.

Le troisième jeune (C), par contre, raconte d'une manière assez complète et détaillée que sa juge l'a informé et cela dès la première audition. Il explique également qu'elle lui a lu ses droits tout en lui expliquant les démarches qui allaient être effectuées, les rendez-vous qu'ils allaient fixer ainsi que les conséquences de ses actes. Il raconte que toutes ces explications ont été nécessaires, car cela lui a permis de bien comprendre ce qui allait lui arriver.

Pour conclure cette première étape, le constat est simple : les juges, comme le préconise la loi et la théorie, bien qu'ils le fassent d'une façon qui leur est propre, donnent les informations nécessaires aux jeunes, même si ces derniers ne le perçoivent pas toujours ou ne le comprennent pas tout de suite. Dans cette recherche, la majorité des jeunes n'a pas compris les informations expliquées ou ne s'est pas sentie concernée par ces dernières. Il est important de souligner que ces jeunes interrogés sont des jeunes qui ont commis des délits graves, voire des crimes et qui sont détenus dans un centre en milieu fermé. Leur situation n'est donc pas forcément celle de tous les jeunes qui se trouvent face à la justice.

Un jeune qui a commis un délit grave ou un crime peut être en rébellion face à la société, à l'autorité et aux règles établies. De ce fait, il peut ne pas se sentir concerné lorsque le juge lui parle et lui explique les conséquences de ses actes. Peut-être que ce jeune ne veut pas se rendre compte ou tout simplement ne le peut pas. Cela pourrait être trop dur, humiliant ou dégradant de se rendre compte de ses erreurs et des potentielles blessures envers autrui, mais également envers lui-même. Nous pensons qu'effectivement si un jeune se sent si mal il ne va pas, dans l'immédiat du moins, pouvoir appréhender les propos du juge d'une façon ordinaire.

L'exemple des cinq jeunes interrogés le prouve bien : ils sont encore tellement en colère, en rébellion face à leur sanction, qu'ils ne peuvent pas accepter la réalité de leurs actes. Ils disent assumer leurs actes, mais pour la plupart ils réfutent les peines qu'ils leur sont infligées.

Malgré cela, nous pouvons affirmer que, pour cette première étape de préparation et d'information, la théorie est fondée et respectée.

Cette première étape étant franchie, il est temps d'aborder la deuxième.

Dans cette **deuxième étape**, phase de l'audition à proprement parler avec le recueil de l'opinion de l'enfant, il est important, selon la théorie, de laisser s'exprimer l'enfant pour concrétiser le principe de l'art. 12 CDE. Pour cela, l'audition devrait se dérouler dans un environnement favorable, adapté à l'enfant et à ses conditions personnelles. De plus, il faudrait, en principe, privilégier le huis clos et la confidentialité plutôt que des interrogatoires en audience publique (Comité des droits de l'enfant, 2007). La personne qui interroge l'enfant peut l'interroger seule ou avoir recours à des tiers spécialistes comme un psychologue, un travailleur social ou un médecin. L'audition de l'enfant pourrait aussi être enregistrée par des moyens techniques comme la vidéo (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

À cette thématique, les **juges** ont tous répondu recevoir l'enfant plutôt dans les salles d'audience de leur Tribunal. Deux d'entre eux relèvent que le décorum qui se dégage de ces salles est plus efficace pour la prise de conscience des jeunes. Mais un des juges mentionne le fait que parfois les auditions peuvent se dérouler dans son bureau, dans une atmosphère plus détendue. Un autre encore précise que dans certains cas, il lui arrive d'entendre l'enfant dans d'autres Tribunaux d'arrondissement ou de justice de paix que le sien. Cela en raison du vaste territoire qu'il a à couvrir. Il souligne également que pour des cas exceptionnels, de décentralisation, par exemple, il peut et préfère même se rendre directement sur place, au lieu de faire déplacer toutes les personnes concernées.

Pourtant, tous sont d'avis qu'il faut pouvoir adapter la salle aux personnes présentes : il est tout à fait possible de changer la configuration des tables ou de descendre du pupitre surélevé des salles d'audience pour se mettre à la hauteur du plus petit enfant. Et cela évidemment toujours en fonction des cas d'espèce.

S'agissant de la présence de tiers spécialistes lors des auditions, les trois juges disent avoir recours de temps en temps à des psychologues, des médecins ou des pédopsychiatres. Ils signalent, de plus, que les assistants sociaux, les avocats, le Procureur, les directeurs de foyer ou encore les services de protection de la jeunesse peuvent également être présents. S'agissant des parents, les juges trouvent leur présence nécessaire et la recommande, même si certains ne se présentent pas.

À la question de l'enregistrement des auditions, tous indiquent qu'ils n'y ont pas recours. Les auditions sont retranscrites, la plupart du temps sur ordinateur, par le greffier dans un procès-verbal signé par toutes les parties présentes à la fin de l'audition. En effet, les enregistrements sont utilisés pour les problèmes plus délicats, comme des affaires avec des victimes atteintes dans leur l'intégrité sexuelle.

S'agissant des **jeunes**, ils ont tous répondu avoir pu s'exprimer face au juge. Cependant, tous ne l'ont pas ressenti de la même manière. Alors que pour certains cet exercice s'est avéré facile et s'est déroulé sans peur, pour d'autres cela a été plus délicat. Par exemple, A raconte combien il lui avait été dur d'oser s'exprimer. Il explique qu'il se sentait impressionné et petit face à cette « grande » personne.

Pour B, s'exprimer n'a pas été un problème. Il dit s'être senti à l'aise, même s'il ajoute avoir eu besoin de fumer une cigarette juste après l'audition. Cette réponse démontre sûrement que cela n'a pas été si facile. B souligne, que face au juge, il est important de bien choisir son langage, de bien réfléchir à ce que l'on va dire pour ne pas être impoli ou s'énervier. En effet, pour lui il est essentiel de respecter le juge, car c'est la personne la plus importante dans la pièce. Il révèle que lors de ses auditions, il ne voit que le juge, qu'il est concentré uniquement sur lui et qu'il ne fait pas attention aux autres personnes présentes dans la salle. Il raconte aussi que pour lui beaucoup de sentiments apparaissent lors de ses auditions comme la haine, la tristesse, la peur ou même parfois la joie. Il ajoute même que ces sentiments peuvent être parfois tous présents en même temps.

D'autres également ont répondu « avoir la pression » et ressentir de la honte. De la honte surtout face à leur famille : D décrit la honte qu'il a ressentie lorsque le juge a évoqué les faits qui lui étaient reprochés en présence de sa mère. Pour lui sa mère n'aurait pas dû entendre cela, car il estime que ce ne sont pas des choses qu'une mère doit entendre sur son fils.

Si nous évoquons le lieu de leurs auditions, les jeunes expliquent pour chacun avoir été entendu au Tribunal, le plus souvent dans le bureau du juge ou dans des salles d'audience. La plupart des jeunes se sentaient à l'aise dans ces lieux. A dit même

s'être senti décontracté comme s'il était dans le bureau du directeur et que donc cela ne le changeait pas outre mesure.

Les jeunes affirment également avoir eu la présence de tiers, comme leurs assistant social, leur référent, le directeur de foyer, un psychologue, un médecin pour certains, leur avocat mais également leurs parents.

S'agissant de l'enregistrement de leurs auditions, tous ont répondu ne pas avoir été enregistrés. Ils expliquent que leurs séances ont été consignées par écrit dans un procès-verbal qu'ils ont, à chaque fois, dû signer.

Pour cette deuxième étape, si l'on confronte les réponses des juges avec celles des jeunes, nous nous rendons compte que le recueil de l'opinion de l'enfant est bien appliqué par les juges et qu'il est donc tout à fait respectueux de l'art. 12 CDE. En effet, les jeunes ont affirmé avoir eu la possibilité de s'exprimer. Certains ont même profité pleinement de cette occasion pour donner leur avis.

Malgré cela, ce qui est frappant dans les réponses des jeunes, ce sont les mots utilisés pour décrire l'ambiance et l'atmosphère des auditions, ainsi que leurs sentiments. En effet, plusieurs expriment ressentir de la honte, de la tristesse ou encore de la colère. Par ces précisions, on peut comprendre qu'il n'est pas si facile d'être devant un juge et de s'exprimer. Il ne doit pas être non plus si facile et agréable être devant un juge en présence de sa famille ou de son entourage. L'exemple de D, qui a honte que sa mère entende les faits qui lui sont reproché, en est l'illustration. Dans la tête du jeune, le fait que le juge énonce les faits devant sa famille doit être pénible. Peut-être se rend-il compte à ce moment-là de son acte et des répercussions que cela va produire pour lui, mais également pour toutes les personnes qui l'entourent. Même s'il est difficile pour les jeunes d'être en présence de leur famille, nous pensons que c'est important. En effet, le mineur a besoin d'être entouré par des personnes qui le connaissent et l'aiment. Le but est aussi pédagogique : les adultes qui entourent ce mineur auraient dû pouvoir faire leur travail de soutien et de guide afin d'éviter que le jeune se retrouve dans une telle situation. Il est donc important que tous entendent la même chose au même moment pour que cela permette de resserrer les liens familiaux, afin qu'ensuite ils agissent ensemble pour la réinsertion du mineur.

Ce qui est également à relever, c'est le fait que certains jeunes ont affirmé se focaliser sur le juge lors des auditions oubliant les personnes autour. Cette stratégie peut, en effet, être la solution pour ne pas ressentir de l'humiliation face à ses proches. Mais cela peut aussi signifier que l'enfant cherche un cadre qu'il n'a pas

toujours eu, ou encore que seul le juge détient la clé de leur avenir. Cette image de face à face, comme une sorte de duel, peut aussi s'expliquer de manière plus sociologique avec la théorie, étudiée en cours, des rôles et des contre-rôles de l'acteur social (Stoecklin, 2011). Dans ce cas là, le jeune a le rôle du délinquant qui méprise la loi et commet des délits ou des crimes et le juge a le contre-rôle, c'est-à-dire il est celui qui connaît et applique la loi, celui qui juge et celui qui détient la décision finale.

Cette deuxième étape terminée, il faut, à présent, se tourner vers la suivante.

La **troisième étape** à respecter est celle de l'évaluation de la capacité de l'enfant. Pour déterminer cette capacité, la théorie impose de procéder à un examen individuel de la capacité de l'enfant pour ainsi évaluer le poids et la portée de cette opinion. Cette évaluation devrait prendre en compte l'âge de l'enfant ainsi que son degré de maturité. Dans l'hypothèse où l'enfant serait capable de se forger sa propre opinion, d'une façon libre, indépendante et objective, la personne compétente devrait prendre en considération cette parole et l'examiner comme un facteur déterminant dans la décision finale (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

Concernant l'examen de la capacité de l'enfant, les trois **juges** ont répondu que cet examen se faisait plutôt de façon naturelle qu'à travers un examen psychologique poussé. En effet, pour eux c'est assez logiquement qu'ils reconnaissent cette capacité. Ils expliquent que c'est en posant des questions et en analysant les réponses données qu'ils peuvent percevoir si oui ou non l'enfant est capable. Bien sûr pour les juges il faut adapter son langage à l'individu, mais si l'on s'aperçoit que l'enfant est totalement déconnecté, s'il ne comprend vraiment pas les questions ou si l'on sait, à travers un certificat, qu'il y a un trouble psychologique, alors il est nécessaire de procéder à une expertise. D'après les juges, l'expérience aussi permet de plus vite cerner si l'enfant est capable ou non. En cas de doute, le recours aux confrères peut s'avérer aussi très recommandé.

S'agissant de la prise en compte de la parole de l'enfant, tous les juges assurent se préoccuper de cet avis. Pour eux, les dires de l'enfant sont même très importants. En effet, ils veillent toujours à demander l'avis de l'enfant par des questions ou en le laissant s'exprimer directement et librement. Ils estiment que l'enfant est une partie prenante dans l'audition, qu'il est un partenaire actif dont il faut tenir compte. Sinon,

relève un juge, cela ne fonctionne pas. S'il n'y a pas d'échange, et que l'on est uniquement dans la répression, cela ne mène à rien.

Les réponses des **jeunes** ont été, cependant, quelque peu divergentes. D a répondu que le juge ne l'avait pas écouté et n'avait tout simplement pas tenu compte de son avis, ce qui le rendait vraiment haineux envers lui. Il a d'ailleurs ajouté qu'étant donné que le juge n'avait pas pris en considération son opinion, il a tout simplement laissé tomber et ne s'est plus exprimé. E, quant à lui, nuance sa réponse en disant que c'est seulement de temps en temps que le juge tenait compte de sa parole. Il souligne cependant, que lorsqu'il en avait le plus besoin, cette dernière ne l'a pas écouté du tout.

Pour B, répondre à cette question a été plus difficile. En effet, comme le jeune précédent il prétend que le juge ne l'écoutait pas et qu'il écoutait plus son entourage comme son directeur de foyer ou les éducateurs. Mais B a également indiqué que parfois il remarquait que le juge l'écoutait. Pour lui cela dépendait des circonstances. Il donne l'exemple d'un projet qu'il avait proposé en même temps qu'un projet émis par les éducateurs de son foyer. Le juge a retenu le projet des éducateurs, ce qui l'a fortement contrarié. Il dit s'être senti impuissant. Mais il raconte que le juge lui a expliqué les raisons qui l'ont poussé à privilégier ce projet au lieu du sien. Il dit, que même si maintenant cette décision le contrarie, il pense que d'ici quelques années il se rendra compte que c'était la meilleure solution pour lui. Il pense, en effet, que le juge est là pour l'aider et non pour lui nuire.

A, dans le même registre, a répondu qu'il ne pensait franchement pas que le juge l'avait écouté. Néanmoins, dans ses autres réponses, il dit qu'il a pu lui expliquer les raisons qui le poussaient à commettre ces délits et qu'elle avait compris. Il dit que grâce à cela, elle lui a infligé des peines moins lourdes.

C, quant à lui, a raconté que le juge avait bien pris note de sa requête. Il explique qu'elle a accepté, une fois, de trancher pour la liberté provisoire comme il l'avait demandé au lieu de lui infliger les dix mois préventifs qui étaient prévus. Ce geste a été perçu par le jeune comme une reconnaissance et une marque de confiance. Il s'est senti écouté et considéré.

Dans les interviews effectuées, les juges disent tous évaluer la capacité de l'enfant entendu en leur posant des questions et cela de manière naturelle grâce à l'expérience qu'ils ont accumulé. Ils disent, de plus, prendre en considération la parole de l'enfant, et estiment que c'est un facteur déterminant parmi d'autres. Les

jeunes, quant à eux, affirment le contraire. Ils ne saisissent, pour la plupart, pas bien les nuances de ce que disent les juges. Ils n'ont pas la même définition de la loi et des conséquences de leurs actes et non pas non plus la même conception du bien et du mal ni encore la même conception de la norme. Comme leur norme est différente, ils acceptent mal ou n'acceptent pas celle du juge. De plus, ils pensent qu'on ne les écoute pas, donc qu'on ne considère pas leur parole. En effet, ce qui est frappant dans leurs réponses, c'est que pour eux, être écouté par le juge, signifie obligatoirement que ce dernier accepte et approuve toutes leurs requêtes. Pour eux, si le juge ne plaide pas en faveur de leurs demandes, c'est qu'il ne les a pas écoutés ou considérés. Il existe donc un réel fossé entre l'interprétation des juges et celle des jeunes.

Toutes ces considérations nous amène à la **quatrième étape**, celle de la décision. La théorie affirme que cette dernière devrait être du ressort exclusif de l'adulte qui auditionne. En effet, il faudrait absolument éviter de donner de faux espoirs à l'enfant quant au fait qu'il pourrait lui-même décider de la mesure à prendre (Stoecklin et Zermatten, 2009).

Encore une fois les trois **juges** ont des réponses convergentes. Ils estiment, en effet, qu'il est impératif d'expliquer à l'enfant qu'il peut s'exprimer certes, mais que la décision finale est de leur ressort exclusivement.

Pour un des juges, cela peut être d'ailleurs un « terrain glissant », car il n'est pas toujours évident de ne pas laisser de faux espoirs à l'enfant en lui donnant la parole. C'est donc, pour ce juge, un subtil équilibre où il doit vraiment être le plus clair possible pour ne pas laisser de flou dans la tête de l'enfant. Le juge doit être clair dès le départ avec l'enfant : sa parole est un élément, certes, mais un élément parmi d'autres. Il doit lui préciser clairement que son opinion est un élément de la décision, mais non l'élément unique ou principal de celle-ci.

Dans cette étape, pour tous les juges interrogés, il est donc important de dialoguer avec l'enfant, de toujours lui expliquer les choses, surtout si la décision est contraire à son choix. Cela permet une relation de confiance pour la suite de la procédure ainsi que dans la mesure de contrainte envisagée. Les juges sont convaincus que la compréhension de l'enfant facilite aussi une meilleure adhésion à leur décision.

L'un d'eux explique d'ailleurs qu'il lui arrive parfois de ne pas prendre immédiatement une décision, mais qu'il la négocie avec l'enfant. Il dit qu'ainsi, cela permet à l'enfant de se rendre compte que le juge l'entend et lui fait confiance.

Toutefois, ce moyen de procéder n'est pas possible dans toutes les situations. Si le juge estime qu'une décision doit être prise pour le bien de l'enfant, il la prend. Pour ce juge, toujours, cette manière de faire est le propre de la justice pénale des mineurs. En effet, pour lui, il est nécessaire de recourir à une justice négociée avec des interactions entre toutes les personnes d'un réseau : les partenaires sociaux, les parents et l'enfant. Cela dans le but de trouver la meilleure solution, la meilleure mesure ou la meilleure sanction à donner à l'enfant.

Pour ce volet, trois des **jeunes** répondent que leur juge leur avait bien précisé qu'effectivement ils pouvaient donner leur avis, mais que la décision revenait en dernier lieu au juge. E, explique même que sa juge lui a répété cela plusieurs fois. Pour les deux autres (B et D), selon eux leur juge ne leur a pas donné cette information. B, soulève, toutefois, qu'il était déjà au clair avec cela, que c'est le juge qui décide. D enfin, pense que ce n'est pas que le juge qui décide, mais que c'est aussi et surtout l'assistant social. En effet, ce jeune estime, que dans son cas, c'est l'assistant social qui a pris la décision et que le juge l'a juste suivi.

Nous pouvons donc voir à travers ces réponses que bien que les juges estiment informer l'enfant sur la compétence exclusive du juge quant à la décision finale, certains jeunes n'en n'ont pas conscience. C'est donc, comme l'a soulevé un des juges, un terrain glissant auquel il est impératif d'être attentif quitte à répéter plusieurs fois cette notion essentielle.

De plus, l'exemple de D illustre le fait que certains jeunes pensent qu'un tiers, ici l'assistant social, peut prendre la décision à la place du juge. Il est donc essentiel d'être plus clair avec l'enfant sur le fait que des tiers peuvent donner leurs avis sans pour autant prendre la décision finale, comme il est essentiel de ne pas laisser à l'enfant l'espoir de pouvoir choisir lui-même l'issue de la procédure. Il serait pourtant intéressant de savoir quel impact a réellement l'avis d'un tiers, ou pour les juges quelle tierce personne peut plus facilement influencer leur décision. L'exemple de l'assistant social est très significatif, car il connaît, en effet, sûrement mieux le jeune que le juge. Il en est de même pour les éducateurs, car ces derniers côtoient le jeune au quotidien.

Dans tous les cas, il faut donc essayer de convaincre les juges de passer plus de temps à expliquer que la décision finale est de leur ressort exclusif et ce, dès le début de la procédure. Outre le fait de préciser qui est compétent pour statuer en dernier

ressort, il est tout aussi important d'informer ensuite l'enfant du choix de la décision finale.

La **cinquième et dernière étape** à respecter selon la théorie concerne justement ce feed-back, à savoir celle du retour de l'information. Dès que la décision est prise, il est nécessaire de donner un feed-back à l'enfant sur l'issue du processus, sur le résultat de la procédure et sur la considération accordée à son opinion. Cette dernière étape sert aussi de garantie que le recueil de l'opinion de l'enfant est une démarche sérieuse qui a des conséquences (Comité des droits de l'enfant, 2009; Zermatten et Stoecklin, 2009).

Les **juges** sont là, une fois de plus, du même avis. Pour eux cette phase de retour est l'une des phases les plus importantes.

Un juge va même plus loin en caractérisant cette dernière étape de capitale, d'essentielle et de vitale. Il ajoute même qu'elle est aussi et surtout le propre de la justice pour mineurs. En effet, pour ces juges c'est très important de prendre du temps, pour certains beaucoup de temps, pour faire comprendre à l'enfant, pour lui expliquer le pourquoi de cette décision, son but et les conséquences qui en découlent. Pour les juges, il est primordial d'expliquer la décision et de demander à l'enfant s'il a bien compris cette décision, car la compréhension est la clé de la réussite. En effet, cela permet une meilleure adhésion et cela évite que la mesure de contrainte soit un échec. Mais cette étape de retour n'est pas seulement capitale pour l'enfant, elle est aussi essentielle pour les parents. Un juge relève que les parents aussi ont besoin de comprendre et qu'il y a une nécessité d'adhésion de leur part à eux également pour amener la mesure au succès.

Un des juges répond d'ailleurs que dans toutes les auditions qu'il mène, il termine toujours par le point qui s'appelle « décision ». Il communique ainsi sa décision à l'enfant, même s'il s'agit seulement de poursuivre ce qui a été mis en place et qu'il n'y a pas vraiment d'autres enjeux. Il indique également la date de la prochaine séance. Pour ce juge il est indispensable de finir avec les objectifs fixés, d'en fixer de nouveaux et de prendre rendez-vous pour la suite. Il précise que c'est important pour l'enfant, certes, mais également pour les parents et pour toutes les personnes concernées afin que tous se mobilisent dans la même direction.

Chaque **jeune**, à l'exception de D, a répondu avoir eu un retour de la part du juge. Toutefois, ce retour n'a pas eu les mêmes impacts envers chacun. Par exemple, A a

retenu uniquement la sanction, à savoir en l'espèce, de la prison. Tout ce que la juge a pu lui dire au-delà de la sanction n'avait pas d'importance, ça ne l'intéressait pas. Il avoue, en effet, qu'il ne se sentait pas concerné par tout cela.

Pour B, le retour a été une étape importante, car cela lui a permis de comprendre pourquoi le juge n'avait pas retenu son projet. Il dit même que grâce à ce retour, il a pu commencer à monter un dossier sur lui-même et se fixer de nouveaux objectifs afin d'être plus au clair avec lui-même et son futur. En effet, il a raconté que son juge avait passé du temps à lui expliquer ce qu'il avait retenu ainsi que les points forts de l'audience. Il ajoute également que s'il ne comprenait pas certains termes ou décisions durant le feed-back du juge, il pouvait lui poser des questions, questions auxquelles le juge a répondu sans problème. Pour B, c'est essentiel de recourir à cette pratique, car cela empêche le jeune d'avoir l'impression d'être dans le noir, de ne rien savoir.

Contrairement, aux exemples précités, D dit ne pas avoir eu ce feed-back. Il l'aurait voulu pourtant. Ce qui est paradoxal, cependant, c'est qu'il a indiqué plus loin dans l'entretien que le juge avait répondu à ses questions quand il demandait des explications. De ce fait, nous pouvons penser que ce jeune a eu des explications, mais qu'il ne les a pas forcément comprises ou retenues. Il en est de même pour E. Il dit qu'il a eu un retour avec des explications, mais qu'il aurait souhaité en avoir plus afin de mieux comprendre. Il ne les a pas demandées, car il affirme que la juge n'avait pas le temps.

Ce qui ressort également de la parole des jeunes c'est le rôle du juge. Pour certains, le juge est là pour aider et réorienter, alors que pour d'autres, le juge n'a pas cette casquette là : E raconte que sa juge, selon lui, n'était pas là pour l'aider, mais juste pour lui nuire. Il est d'ailleurs très révolté et remonté contre elle. Il souhaite, en effet sa mort. Cette réponse peut être perçue comme disproportionnée ou choquante, mais nous pensons qu'elle reflète bien le sentiment de certains jeunes face au juge et à la sentence. Cette réaction montre que certains jeunes, malgré tout le travail fait au préalable, se sentent impuissants et peu reconnus. Il y a, là encore, un clivage entre la volonté des juges et la réalité ressentie par les jeunes. C'est donc très important de montrer que les sentiments de haine et de violence peuvent faire partie du quotidien que vivent ces juges et ces mineurs.

De ce fait, nous pouvons argumenter que certes retour et explications il y a eu, mais que ces explications n'ont pas toujours été comprises de la part des jeunes. Peut-être que ce retour devrait être encore plus explicité. Peut-être que les juges

devraient prendre encore plus de temps avec l'enfant pour clarifier la situation. Certains jeunes semblent difficilement comprendre que le juge agit pour leur bien et pour leur réinsertion. Mais peut-être encore que ce feed-back est donné trop tôt : certains jeunes ont, en effet, besoin de temps pour comprendre la gravité de leurs actes, assimiler la sanction, comprendre l'impact positif qu'elle peut avoir, mûrir en fait. B l'a très bien relevé dans son interview lorsqu'il dit que même si maintenant la décision du juge le choque, il pense que d'ici deux ou trois ans, il se rendra compte que c'était la meilleure solution pour lui.

Peut-être aussi que ce fossé entre les impressions des juges et celles des mineurs peut être lié avec la crise de l'identité, décrite par Erikson, que les jeunes ont à l'adolescence. Pour Erikson, entre 12 et 20 ans, le jeune cherche son autonomie psychologique par rapport à ses parents, ce qui entraîne une négociation des rôles familiaux. La quête d'identité devient essentielle. L'estime de soi grandit et permet au jeune de se différencier de ses parents (Erikson, cité par Ramoni, 2011). En effet, si l'on se réfère à la théorie ci-dessus, peut-être que ces jeunes se trouvent dans une phase de crise d'identité, moment où ils ont besoin d'affirmer leur autonomie et leur individualisation en se différenciant de leurs parents principalement. Cette crise d'identité peut les amener à entrer dans un groupe pour acquérir une appartenance. Le problème est que, parfois, les valeurs de ce groupe ne sont pas forcément les mêmes que celles de la société, représentée par le juge. Le jeune ne comprend donc pas ce que le juge lui dit, car ils n'ont pas les mêmes représentations du bien et du juste. Nous avons constaté cela lors de nos entretiens avec les mineurs délinquants. En effet, la plupart d'entre eux n'avait pas conscience du mal ou du côté négatif que leurs actes pouvaient provoquer.

Une autre piste possible peut être celle d'un manque dans la relation d'attachement parent-enfant. Cette relation parent-enfant constitue le contexte du développement socio-émotionnel et cognitif de l'enfant. Le contact physique et social avec la mère, ou toute autre personne de référence, est un besoin. Ce lien d'attachement, qui perdure à travers le temps et l'espace, s'établit lors de la première année de vie à partir des réponses positives du parent face au comportement du nourrisson. Il permet à l'enfant de trouver un équilibre entre la recherche de la proximité et l'exploration de l'environnement. Ce lien détermine les relations que l'enfant aura avec les autres. Si cette relation subit des troubles, cela peut se répercuter sur le développement futur de l'enfant et produire des déséquilibres ou de sérieux manques dans les relations avec autrui (Bolwby et Harlow 1959, cité par Robert-Tissot, 2011). On peut donc dire que pour ces jeunes il y a peut-

être eu un/des trouble(s) dans leur enfance, dont les répercussions se découvrent à l'adolescence. Par exemple, C raconte qu'il est placé en foyer depuis l'âge de cinq ans et qu'il a, par la suite, été onze fois en prison. Par cet exemple, nous voyons que là, déjà y a eu un trouble de l'attachement qui pourrait « expliquer » sa présence devant la justice. Même s'il ne faut pas disculper les jeunes pour leurs actes illégaux, il faut cependant, tenir compte des éventuelles conséquences d'un trouble de l'attachement.

Après avoir analysé les étapes les unes après les autres, il est à présent nécessaire de prendre de la distance. S'agissant des cinq étapes élaborées par la théorie, nous sommes d'avis qu'elles sont fondées, adéquates, importantes et surtout nécessaires. Les juges interviewés disent suivre ces recommandations et estiment faire tout ce qu'il faut. Il est cependant impératif que ces juges continuent à procéder ainsi. Ils doivent, en effet, continuer à les appliquer et les respecter. Tous les autres juges pour mineurs devraient faire de même, car c'est seulement s'il y a une bonne application de la loi et de la théorie qu'il y aura de bons résultats. L'uniformisation de cette pratique par tous les juges pour mineurs est aussi la clé du succès. Toutefois, il serait peut-être plus adéquat d'explicitier davantage ces procédés aux jeunes, car ces derniers, même s'ils reconnaissent que les juges ont suivi la théorie, ne le comprennent pas et/ou se sentent pas entendus. Pour certains, le juge est tout de même perçu comme l'ennemi qui lui veut du mal. Le fait, cependant, de n'avoir interrogé que des jeunes du Centre éducatif de Pramont ne constitue pas un échantillon représentatif. En effet, ces jeunes représentent une certaine minorité qui commet des délits graves. Pour la plupart des autres jeunes, le fait de passer devant le juge suffit à les remettre dans le droit chemin. Cet argument a d'ailleurs été aussi relevé par les trois juges interviewés.

Un autre sujet qui est intéressant à relever, est le temps, ou plutôt le manque de temps que les juges ont pour l'écoute de l'enfant. Ce problème a été soulevé par E lors de son entretien. Il a relevé, en effet, que sa juge n'avait pas le temps, pas le temps de parler, pas le temps de l'écouter. Il explique cela en disant que c'est du temps qu'il aurait souhaité en plus pour son cas : plus de temps pour pouvoir parler à la juge, plus de temps de sa part pour lui poser des questions et recevoir des explications. Il dit qu'il aurait désiré plus d'explications de la part de la juge pour comprendre, mais qu'il n'a pas pu lui demander, faute de temps. Cette problématique a également été soulignée par l'un des juges. En effet, selon lui, avec le nouveau Code pénal des mineurs de 2011, les juges interrogent de moins en moins

les mineurs. À la place des interrogatoires, les juges procèdent plus par ordonnances pénales. Pour ce juge, cette manière de faire n'est pas forcément respectueuse de la Convention relative aux droits de l'enfant et à son principe de donner la parole à l'enfant, bien au contraire. Procéder à de moins en moins d'auditions a comme conséquences d'entendre de moins en moins l'enfant. Il ajoute même que de ne plus entendre systématiquement l'enfant, mais de se baser uniquement sur son dossier, peut conduire à passer à côté de son problème. Pour lui, le but de l'interrogatoire est double. Dans un premier temps, il permet de trouver le problème du jeune, c'est-à-dire d'identifier les faits qui se sont produits. Mais dans un deuxième temps, l'interrogatoire permet aussi d'établir sa situation personnelle. Pour cette deuxième phase, la phase d'enquête *ad personam*, il est essentiel de voir le jeune, de savoir qui il est. Nous trouvons cette remarque très pertinente, surtout si l'on préconise que la justice pour mineur doit être une justice « sur mesure ». Pour pouvoir être cette justice « sur mesure » il faut donc avoir contact avec l'enfant, au lieu de consulter uniquement son dossier. Cela permet, en effet, d'appliquer plus facilement le principe de l'individualisation (Zermatten, 2011). Cette individualisation est caractéristique de la spécificité du droit pénal des mineurs, car elle permet de se focaliser principalement sur les causes de l'infraction, en effectuant un examen complet de la situation personnelle du mineur, plutôt que de se baser uniquement, comme le fait le Code pénal pour les adultes, sur l'infraction en elle-même. Ce procédé a l'avantage d'apporter des solutions personnelles et adaptées pour chaque mineur. De plus, cette forme de justice adaptée permet de recourir à d'autres sanctions que la simple peine privative de liberté. En 2007, le Comité des droits de l'enfant, s'est d'ailleurs penché plus spécifiquement sur cette thématique. En effet, il recommande aux Etats parties d'instituer un système de la justice juvénile conforme à la CDE en précisant que « [p]areil système [...] devrait notamment promouvoir l'utilisation de mesures de substitution telles que la déjudiciarisation et la justice réparatrice [...] » (Comité des droits de l'enfant, 2007). Ces mesures seraient, en effet, moins préjudiciables à l'enfant et favoriseraient même son développement de manière plus harmonieuse. Cela lui offrirait aussi le sens de sa valeur personnelle et lui permettrait ensuite de se réinsérer dans la société (Zermatten, 2010). Ne l'oublions pas, un enfant est un être humain, même s'il commet des actes répréhensibles à un moment de sa vie. Il ne peut, de ce fait, pas être traité « comme une chose, voire même comme une sous-catégorie d'humain » (Zermatten, 2010).

Conclusion

À la question de recherche « *En pratique, les cinq étapes qui visent à assurer à l'enfant le droit d'être entendu, sont-elles respectées lors de l'audition ?* », nous pouvons répondre, que dans la réalité, ces cinq étapes que préconisent le Comité des droits de l'enfant et la doctrine, à savoir la préparation, le recueil de l'opinion de l'enfant, la détermination de la capacité de l'enfant d'exprimer sa propre opinion, la décision et l'information sur la considération accordée à l'opinion de l'enfant, sont bien respectées. De ce fait, notre hypothèse de départ est validée.

Il est important de relever que ces étapes ou phases découlent les unes des autres et qu'elles forment ainsi un processus à suivre, car chaque étape permet de passer à la suivante. Chaque étape ou phase, pour qu'elle soit complète, comprend différents critères qui sont nécessaires de respecter. Les juges relèvent, d'ailleurs, à quel point ces étapes sont importantes et nécessaires pour rendre justice au mieux. Pourtant, nous avons constaté que les mineurs délinquants ne le comprennent pas toujours. Il y a peut-être plusieurs raisons à cela. Le vocabulaire utilisé est parfois trop compliqué, le temps que les juges peuvent consacrer aux jeunes est trop court, certains jeunes ne se sentent pas concernés ou manque de maturité pour comprendre les enjeux de leur situation, l'échelle des valeurs du jeune ne correspond pas forcément avec celle des juges et de la justice, ou encore, certains jeunes ressentent une inégalité avec les autres délinquants mineurs, qui restent parfois impunis.

Pour palier à ces difficultés, une des réponses possibles serait d'insister auprès des juges, en général, pour qu'ils informent, peut-être mieux, le jeune sur sa situation, car c'est une étape importante pour lui et pour la suite de la procédure. En effet, être bien informé permet de bien, ou mieux comprendre la suite des événements et les sanctions qui peuvent en découler. Nous devons donc relever que ce qui est important pour la loi et les juges ne l'est pas forcément pour ces jeunes. Pour eux, au fond, ce qui est grave, c'est qu'ils ne sont plus libres. Il faut donc en tenir compte. Les juges pourraient ainsi adapter leur langage pour se mettre « à leur hauteur » et ainsi rendre les échanges avec les jeunes moins compliqués. Les juges pourraient, en effet, se mettre à « parler jeune » pour mieux se faire comprendre et donc faire mieux comprendre au mineur la décision prise. « Parler jeune » se comprend ici comme utiliser un langage plus libre, plus direct et moins compliqué, comme le

présente Patrick Ischer dans son enquête sur « le parler jeune » (Ischer, 2012). Si le jeune comprend mieux ce que lui dit le juge, il acceptera, selon nous, peut-être plus facilement le verdict final, car il se sentira peut-être moins en confrontation directe avec le juge qui représente l'autorité. Nous avons pu constater cela lors des entretiens que nous avons effectués avec les mineurs délinquants. En effet, il a été nécessaire d'adapter notre vocabulaire et de le simplifier pour qu'ils puissent nous comprendre, ce qui nous a permis d'avoir des échanges équilibrés. La proximité physique a aussi favorisé cela. En effet, nous étions assis à côté du jeune, à la même hauteur et sans décorum particulier. Cependant, il est à souligner que notre présence et notre démarche n'a pas la même signification ni le même impact que la présence d'un juge, ce qui a sûrement facilité les entretiens. Il nous paraît pourtant important de recommander aux juges de faire de même pour peut-être améliorer la compréhension des jeunes.

Comme nous l'avons relevé précédemment, pour les mineurs si le juge ne plaide pas en faveur de leurs demandes, c'est qu'il ne les a pas écoutés ou considérés. Il existe donc un réel fossé entre l'interprétation des juges et celle des jeunes. Selon nous, l'incompréhension qui crée ce fossé est valable pour les deux parties. En effet, écouter ne veut pas dire approuver ou accepter, que ce soit pour le juge ou pour le mineur. Pourtant il est important d'insister sur le fait que l'adhésion du jeune au processus est vitale si on espère une réinsertion ultérieure. Le fait de comprendre la sanction, c'est accepter de la faire dans l'idée d'une reconstruction future qui permettra au jeune de changer l'orientation de sa vie pour ne plus se retrouver devant un juge plus tard. Notre recherche a donc révélé cette incompréhension des jeunes face à la sanction du juge. Cette incompréhension a sûrement plusieurs raisons de types psychologiques, pathologiques, sociologiques ou autres. Toutes ces raisons nous paraissent suffisamment conséquentes pour faire l'objet d'une recherche à part entière. Nous n'allons donc pas les approfondir ici.

Quant à la présence des parents lors des auditions, recommandée par les juges, certes elle est positive lorsque la famille est un vrai soutien et/ou que les parents sont aptes à comprendre les enjeux, mais elle peut aussi se révéler négative lorsque la famille est toxique pour elle-même et pour le jeune. Sa présence pourrait envenimer la situation et rendre le jeune plus hermétique et moins coopératif. Dans ces cas, nous pouvons recommander aux juges d'évaluer systématiquement la dynamique familiale avant d'autoriser la présence des parents.

Il est important de relever encore que ce travail ne saurait être représentatif de toute la réalité de la justice des mineurs en Suisse. En effet, nous n'avons interviewé que trois juges romands ainsi que cinq mineurs délinquants du Centre éducatif de Pramont, en Valais. Il y a plusieurs raisons à cela. Il y a eu tout d'abord le refus des autres institutions que nous avons sollicitées (La Clairière, à Genève et Valmont, à Lausanne). Il y a eu également le problème du timing pour l'entretien avec le jeune valaisan, ancien délinquant. En effet, la limite du temps impartie était trop courte pour le rencontrer, il n'a donc pas pu se rendre disponible. Il en a été de même pour interviewer d'autres juges romands. Le problème de la maîtrise de la langue allemande, pour interviewer des juges alémaniques, a eu aussi son importance. Quant aux juges tessinois, la distance géographique était déjà une difficulté en soi. À noter que, de toute façon, nous n'aurions pas eu le temps de tous les interviewer. Un autre obstacle que nous avons rencontré pour étendre notre recherche a été la difficulté de trouver des anciens mineurs délinquants, dans la rue ou ailleurs, prêts à témoigner.

De ce fait, nous pouvons recommander, pour une recherche ultérieure plus conséquente et plus représentative, d'étendre de manière systématique les entretiens à plus de juges pour mineurs travaillant en Suisse possible ainsi qu'à un plus grand nombre possible de délinquants mineurs, qu'ils soient détenus en milieu fermé ou non. En effet, s'entretenir avec tous les juges pour mineurs suisses ainsi qu'avec tous les jeunes mineurs délinquants nous paraît utopique ou surdimensionné. Par contre, il serait judicieux de pouvoir interroger chaque mineur en confrontation avec le juge qui le suit ou l'a suivi. C'est un énorme travail qu'il nous a été impossible de faire, faute de temps, mais ce serait le seul moyen de vraiment établir la réalité helvétique. Il serait, en outre, intéressant de faire le parallèle avec d'autres pays.

Malgré toutes les limites que nous venons d'énoncer, nous portons un regard positif sur notre recherche. Nous avons appris beaucoup. Il a surtout été très formateur d'avoir pu aller sur le terrain pour rencontrer des juges et des mineurs délinquants. Cela nous a permis d'être au plus près de la justice pour mineurs, justice qui nous passionne et pour laquelle nous nous destinons.

Remerciements

Nous tenons à remercier tout particulièrement et chaleureusement :

- Le Professeur Stoecklin, directeur de mémoire, pour son aide, son soutien régulier et ses remarques pertinentes
- Les juges Lachat, Lavanchy et Meister pour nous avoir permis de les interroger, pour leur disponibilité et pour leurs précieuses réponses
- Mme Sermet, greffière du juge Lachat, pour sa contribution lors de l'interview et pour nous avoir fait faire la visite du Tribunal des mineurs
- Les cinq jeunes mineurs délinquants pour nous avoir permis de les interroger, et pour leurs précieuses réponses
- M. Comby, directeur du Centre éducatif de Pramont, pour nous avoir acceptés dans son établissement
- M. Le-Hénaff, éducateur au Centre éducatif de Pramont, pour sa disponibilité et son aide avec les jeunes
- Bruno Ribeiro, pour nous avoir accompagnés dans les différents cantons afin de procéder aux interviews, comme « greffier »

Merci enfin à toute notre famille pour son soutien et son aide tout au long de ce mémoire et de notre parcours académique.

Bibliographie

- Cantwell, N. (2011). La Convention relative aux droits de l'enfant. Contenu et enjeux de son application. *Document de cours Enfants et Droits Humains*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Cantwell, N. (2011). La Convention relative aux droits de l'enfant. Le pourquoi et le comment de son élaboration. *Document de cours Enfants et Droits Humains*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Hanson, K. (2011). La Convention relative aux droits de l'enfant. Contexte, Motifs, Stratégies, Grandes lignes. *Document du cours Enfants et Droits Humains*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Ischer, P. (2012). Le parler jeune. *Document de cours Séminaire interdisciplinaire Module Participation*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Morrow, V. (2008). Ethical dilemmas in research with children and young people about their social environments. *Children's Geographie*, 6(1), 49-61.
- Morrow, V. (2009). The Ethics of Social Research with Children and Families in Young Lives: Pratical Experiences. *Young Lives*, 53, 4-6.
- Ramoni, B. (2011). L'adolescence. Partie 1. *Document du cours Psychologie de l'enfance*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Robert-Tissot, C. (2011). Les relations précoces parents-bébé. L'attachement primaire et secondaire. Les troubles de l'attachement. *Document du cours Psychologie de l'enfance*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Stoecklin, D. (2011). L'enfant acteur. *Document du cours Sociologie de l'enfance*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Stoecklin, D. (2012). Le droit des enfants de participer (partie 2). *Document du cours Séminaire interdisciplinaire Module Participation*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Zermatten, J. et Stoecklin, D. (2009). *Le droit des enfants de participer. Normes juridiques et réalité pratique : contribution à un nouveau contrat social*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.
- Zermatten, J. (2010). Grandir en 2010 : entre protection et participation. Regards croisés sur la Convention des droits de l'enfant. *Revue jurassienne de Jurisprudence*, 20 (2), 93-107.
- Zermatten, J. (2011). Spécificités de l'intervention judiciaire face aux jeunes en conflit avec la loi. *Document de cours Protection pénale*. Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse.

Législation

A/RES/1386(XIV) du 20 novembre 1959. Récupéré le 17 octobre 2012 du site : <http://www.undemocracy.com/A-RES-1386%28XIV%29.pdf>

A/RES/44/25 du 20 novembre 1989. Récupéré le 10 octobre 2012 du site: <http://www.un.org/french/documents/ga/res/44/fres44.htm>

Comité des droits de l'enfant. (2007). *Observation générale n° 10 : les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs*. Genève. CRC/C/GC/10, 25 avril 2007.

Comité des droits de l'enfant. (2009). *Observation générale n° 12 : le droit de l'enfant d'être entendu*. Genève. CRC/C/GC/12, 20 juillet 2009.

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée le 4 novembre 1950.

Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, Résolution 44/25.

Annexes

Annexe n°1

Amélie Evéquoz
Route de Troinex 20
1234 Vessy/ Genève

A l'attention de
M. Alexandre Comby, directeur
Centre éducatif de Pramont
3977 Granges, Valais

Vessy, le 29 mai 2012

Monsieur Comby,

Par la présente, je souhaite vous solliciter dans le cadre de mon mémoire de Master interdisciplinaire en Droits de l'Enfant à l'Institut Universitaire Kurt Bösch. Ce mémoire sera dirigé par le Professeur Daniel Stoecklin, dont vous trouverez, ci-joint, la lettre d'accompagnement. Le thème de mon mémoire porte sur les interactions entre le juge et les mineurs délinquants. Pour ce faire, je souhaiterais avoir la possibilité d'interviewer des jeunes pour avoir leurs points de vue et leurs ressentis par rapport à leur(s) audition(s), voir et percevoir les réactions qu'ils ont eu ou auraient pu avoir face au juge, comment s'est déroulé leur(s) audition(s), leurs états d'esprit à ce moment là, quelle vision ils avaient du juge qui les interrogeaient etc.

Je souhaiterais avoir la possibilité de les interviewer, soit dans un entretien individuel avec des questions à leur poser directement, soit au travers d'un questionnaire que je peux vous remettre à leur intention ou que je pourrais venir faire passer. Je reste bien sûre très ouverte et très disponible selon vos possibilités. Je suis tout à fait consciente que ce genre de démarche peut s'avérer délicat, c'est pourquoi si vous m'offrez cette possibilité je vous garantis un respect total et je m'engage également à respecter le secret professionnel. De plus, je peux également vous assurer que lors de ces entretiens ou de ces questionnaires, je respecterai les règles de la déontologie (éthique) universitaire comme l'anonymat des jeunes notamment.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, je vous prie de recevoir, Monsieur Comby, mes salutations distinguées.

Amélie Evéquoz

PS : Pour tout renseignement supplémentaire, vous pouvez me joindre au 076/435.38.11 ou à l'adresse mail : evequoz.amelie@gmail.com

Amélie Evéquo
Route de Troinex 20
1234 Vessy/ Genève

A l'attention de
M. Daniel Javet, directeur
Centre communal pour
adolescents de Valmont
Case postale 113
1000 Lausanne 21/VD

Vessy, le 29 mai 2012

Monsieur Javet,

Par la présente, je souhaite vous solliciter dans le cadre de mon mémoire de Master interdisciplinaire en Droits de l'Enfant à l'Institut Universitaire Kurt Bösch. Ce mémoire sera dirigé par le Professeur Daniel Stoecklin, dont vous trouverez, ci-joint, la lettre d'accompagnement. Le thème de mon mémoire porte sur les interactions entre le juge et les mineurs délinquants. Pour ce faire, je souhaiterais avoir la possibilité d'interviewer des jeunes pour avoir leurs points de vue et leurs ressentis par rapport à leur(s) audition(s), voir et percevoir les réactions qu'ils ont eu ou auraient pu avoir face au juge, comment s'est déroulé leur(s) audition(s), leurs états d'esprit à ce moment là, quelle vision ils avaient du juge qui les interrogeaient etc.

Je souhaiterais avoir la possibilité de les interviewer, soit dans un entretien individuel avec des questions à leur poser directement, soit au travers d'un questionnaire que je peux vous remettre à leur intention ou que je pourrais venir faire passer. Je reste bien sûre très ouverte et très disponible selon vos possibilités. Je suis tout à fait consciente que ce genre de démarche peut s'avérer délicat, c'est pourquoi si vous m'offrez cette possibilité je vous garantis un respect total et je m'engage également à respecter le secret professionnel. De plus, je peux également vous assurer que lors de ces entretiens ou de ces questionnaires, je respecterai les règles de la déontologie (éthique) universitaire comme l'anonymat des jeunes notamment.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, je vous prie de recevoir, Monsieur Javet, mes salutations distinguées.

Amélie Evéquo

PS : Pour tout renseignement supplémentaire, vous pouvez me joindre au 076/435.38.11 ou à l'adresse mail : evequo.amelie@gmail.com

Amélie Evéquo
Route de Troinex 20
1234 Vessy/ Genève

A l'attention de
Mme Dominique Roulin, directrice
Centre éducatif et
d'observation de la Clairière
Route de Satigny 27
1214 Vernier/GE

Vessy, le 29 mai 2012

Madame Roulin,

Par la présente, je souhaite vous solliciter dans le cadre de mon mémoire de Master interdisciplinaire en Droits de l'Enfant à l'Institut Universitaire Kurt Bösch. Ce mémoire sera dirigé par le Professeur Daniel Stoecklin, dont vous trouverez, ci-joint, la lettre d'accompagnement. Le thème de mon mémoire porte sur les interactions entre le juge et les mineurs délinquants. Pour ce faire, je souhaiterais avoir la possibilité d'interviewer des jeunes pour avoir leurs points de vue et leurs ressentis par rapport à leur(s) audition(s), voir et percevoir les réactions qu'ils ont eu ou auraient pu avoir face au juge, comment s'est déroulé leur(s) audition(s), leurs états d'esprit à ce moment là, quelle vision ils avaient du juge qui les interrogeaient etc.

Je souhaiterais avoir la possibilité de les interviewer, soit dans un entretien individuel avec des questions à leur poser directement, soit au travers d'un questionnaire que je peux vous remettre à leur intention ou que je pourrais venir faire passer. Je reste bien sûre très ouverte et très disponible selon vos possibilités. Je suis tout à fait consciente que ce genre de démarche peut s'avérer délicat, c'est pourquoi si vous m'offrez cette possibilité je vous garantis un respect total et je m'engage également à respecter le secret professionnel. De plus, je peux également vous assurer que lors de ces entretiens ou de ces questionnaires, je respecterai les règles de la déontologie (éthique) universitaire comme l'anonymat des jeunes notamment.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, je vous prie de recevoir, Madame Roulin, mes salutations distinguées.

Amélie Evéquo

PS : Pour tout renseignement supplémentaire, vous pouvez me joindre au 076/435.38.11 ou à l'adresse mail : evequo.amelie@gmail.com



A qui de droit

Sion, le 29 mai 2012

Madame, Monsieur,

Cette lettre accompagne la demande que vous a remise Amélie Evéquoz, étudiante du Master interdisciplinaire en Droits de l'Enfant à l'Institut Universitaire Kurt Bösch, concernant des entretiens qu'elle voudrait mener dans votre institution, ceci dans le but de compléter la partie empirique de son mémoire de master.

Je vous prie de faire bon accueil à cette étudiante qui consacre son mémoire au thème des interactions entre le juge et les mineurs délinquants. Amélie Evéquoz est actuellement dans la phase finale de son parcours au sein de notre master et ses travaux démontrent le sérieux avec lequel elle mène ses études.

C'est donc avec confiance que je ne peux que vous recommander d'accepter sa demande, étant bien entendu qu'elle respectera toutes les règles de la déontologie universitaire ainsi que les dispositions usuelles sur le secret professionnel et toute autre réserve que vous pourriez éventuellement formuler.

En restant à disposition pour toute question utile, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Prof. Daniel Stoecklin



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département de la Sécurité, de la Police et de l'Environnement
La Clairière

La Clairière
27, route de Satigny
1214 Vernier

Madame Amélie EVEQUOZ
Route de Troinex, 20
1234 Vessy

Satigny, le 6 juillet 2012

N/réf. : YH/

V/réf.:

Concerne : Projet de mémoire IUKB

Madame,

Nous avons bien pris connaissance du projet cité en référence, qui a retenu notre meilleure attention. Nous ne sommes toutefois pas en mesure de vous accueillir à cette fin dans le cadre de la Clairière.

En effet, la Clairière connaît actuellement une phase de profonde restructuration, qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies. Vous comprendrez qu'il ne nous est donc pas possible de soutenir votre démarche.

Nous vous souhaitons toutefois le meilleur succès pour ce projet et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre parfaite considération.

Yannick HANNE
Responsable éducatif ai

Annexe n°6

DE : Sébastien LE-HENAFF (Sebastien.LE-HENAFF@admin.vs.ch)

LE : 11 juin 2012

Bonjour Mademoiselle,

Monsieur Comby m'a transmis votre demande pour interviewer des jeunes de Pramont. Je vous laisse le soin de nous proposer des dates ainsi que vos horaires pour débiter ces entretiens. Nous mettrons ainsi rapidement en place un programme, selon nos disponibilités.

Meilleures salutations

Le Hénaff Sébastien

Educateur au Centre de Pramont

027/459.89.00

**Questionnaire pour entretien
Juges**

le à

Je vous remercie de votre disponibilité. Vos réponses sont très importantes, car elles pourront, dans la cadre de mon mémoire à l'IUKB, permettre de mieux comprendre des situations que vous vivez régulièrement.

Je vous informe que pour des raisons pratiques de retranscription cet entretien sera enregistré. Etes-vous d'accord ?

De plus, je souhaiterai pouvoir vous citer dans mon mémoire, m'autorisez-vous à le faire ? Je tiens à préciser que vos réponses ne seront utilisées que dans le cadre de mon mémoire.

Pouvez-vous, à présent, vous présenter, parler de votre parcours professionnel ?

Maintenant je souhaiterai parler des auditions que vous menez avec les mineurs délinquants.

1. Que dites-vous aux mineurs au début de l'audition ?
2. Les informez-vous toujours de leur situation, des options qui s'offrent à eux, les conséquences de ces options et de la manière dont vous aller procéder pour l'audition ? (lieu, aménagement, par qui, règles procédurales...) (cf. art. 17 CDE)
3. Pour vous, dans votre pratique, quelles options pouvez-vous donner au mineur pour qu'il ait la possibilité de s'exprimer ?
4. Quels sont les outils que vous utilisés ?
5. Avez-vous souvent recours à des tiers spécialistes ? (psy, AS...)
6. Quel type d'environnement favorable proposez-vous pour que le mineur puisse s'exprimer? (tribunal, hors murs...)
7. Comment le choisissez-vous ?
8. L'enregistrement est-il un moyen couramment utilisé pour l'audition ? Pourquoi ?
9. Quels sont les critères qui vous permettent de déterminer la capacité du mineur d'exprimer sa propre opinion ?
10. Quels sont les critères qui ont le plus de poids ?
11. Exprimez-vous toujours clairement que la décision finale est de votre ressort et non celle du mineur ?
12. Pensez-vous qu'il est important de clarifier cela au mineur ? Pourquoi ?

13. Faites-vous toujours un feed-back au mineur du résultat de la procédure, notamment des différentes démarches accomplies, des intérêts en présence et du poids que vous avez accordé à l'opinion du mineur intéressé ? Pourquoi ?

14. Comment vérifiez-vous que le mineur a bien tout compris ?

15. Pensez-vous que ce feed-back est important ? Pourquoi ? Pour qui ?

Souhaiteriez-vous ajouter quelque chose ? Un commentaire supplémentaire ?

Je vous remercie de m'avoir reçue et de m'avoir accordé cet entretien.

Si vous désirez et si cela vous intéresse, je pourrai vous faire une restitution des résultats finaux de ma recherche.

**Questionnaire pour entretien
Mineurs**

le à

Je vous remercie de votre disponibilité. Vos réponses sont très importantes, car elles pourront, dans le cadre de mon mémoire à l'IUKB, permettre de mieux comprendre des situations qui vous concernent directement.

Je vous informe que pour des raisons pratiques de retranscription cet entretien sera enregistré. Etes-vous d'accord ?

Avant de commencer, je tiens à savoir si vous participez à cet entretien de votre plein gré et si vous acceptez toujours de répondre à mes questions.

Je tiens également à souligner que toutes vos réponses seront traitées de manière anonyme et qu'elles seront utilisées uniquement dans le cadre de mon mémoire. Cela signifie qu'il sera impossible de vous identifier. Cela vous permet donc de répondre à mes questions sans avoir à craindre quoi que ce soit. Je vous prie donc de répondre au plus près de ce que vous pensez ou ressentez vraiment.

Pouvez-vous me donner votre âge ?

Pouvez-vous me donner le nom du juge qui vous suit ? Le canton ?

Pouvez-vous m'expliquer en quelques phrases votre parcours ? (situation familiale, parcours scolaire)

Etes-vous d'accord également de m'expliquer, même brièvement, la/les raison(s) de votre présence ici, à Pramont ?

Nous allons maintenant parler de l'audition que vous avez eue avec le juge.

1. Que vous a dit le juge au début de l'audition ?
2. Vous a-t-il informé de votre situation, des options qui s'offraient à vous, les conséquences de ces options et de la manière dont il allait procéder pour l'audition ? (lieu, aménagement, par qui, règles procédurales...)
3. Qu'avez-vous compris de ce que le juge vous a présenté ?
4. Vous êtes-vous senti concerné ? Avez-vous compris le rôle que vous pouviez jouer ?
5. Avez-vous pu vous exprimer ? Comment ? Selon votre choix ou cela vous a-t-il été imposé ?
6. Avez-vous rencontré des tiers lors de votre audition ? (psy, AS...)
7. Où le juge vous a-t-il auditionné ?

8. Vous sentiez-vous à l'aise dans cet endroit ? Pourquoi ?
9. Avez-vous été enregistré pendant l'audition ?
10. Que pensez-vous de cette manière de faire ? Pourquoi ?
11. Pensez-vous que vos déclarations ont joué un rôle dans la décision du juge ? Pourquoi ?
12. Etiez-vous conscient que vos déclarations seraient prises en compte, mais que la décision finale serait du ressort du juge ?
13. Le juge vous a-t-il expliqué le résultat de la procédure ?
14. Quelles ont été, selon le juge, les différentes démarches qui ont été accomplies ?
15. Quels ont été, selon le juge, les intérêts en présence ?
16. Quel a été, selon le juge, le poids qu'il a accordé à votre opinion ?
17. Avez-vous compris le résultat ? Qu'en pensez-vous ?
18. Pour vous, auriez-vous eu besoin de quelque chose en plus ?
19. Auriez-vous eu besoin de plus d'informations et d'explications ?
20. Auriez-vous eu besoin d'un traducteur ?
21. Auriez-vous eu besoin d'un autre lieu ?
22. D'autre chose ?

Souhaiteriez-vous ajouter quelque chose ? Un commentaire supplémentaire ?

Je vous remercie d'avoir accepté cet entretien et d'avoir répondu à mes questions. Vos réponses pourront, peut-être, contribuer à améliorer la situation des jeunes qui passent devant un juge.

Si vous désirez et si cela vous intéresse, je pourrai vous faire une restitution des résultats finaux de ma recherche.